

**JC Decaux,  
un héraut  
très discret** LIREP.37



*"Ces valeurs peuvent se transposer à ce que recherchent les entreprises : performance durable et qualité"*

CLAUDE ONESTA,  
entraîneur de l'équipe de France de handball LIRE p. 44



ECOLE D'INGÉNIEURS  
**Le grand chantier**

Le moule ne fonctionne plus. Au cœur du problème, l'innovation CAHIER TRIMESTRIEL

**Le pouvoir selon moi**

"Le pouvoir est l'aphrodisiaque absolu."  
Henry Kissinger

**Brèches**

**Le complexe de Néron p.8**  
PAR PAUL-HENRI MOINET

**Politique**

**Aubry,  
de gré et de force p.6**  
PAR SYLVIE PIERRE-BROSSOLLETTE

**Economie**

**Le succès des ETF  
n'est pas sans danger p.7**  
PAR BERTRAND JACQUILLAT

**Mondialisation**

**Industrie : de la nécessité  
à l'urgence p.33**  
PAR PHILIPPE DELMAS

**Révolte arabe (suite) p.33**

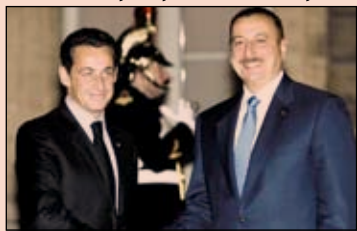
PAR PASCAL LOROT

**Chine**

**Faut-il entretenir  
des relations avec le parti  
communiste chinois ? p.10**  
PAR PHILIPPE BARRET

**Dossier international p.14**

**Azerbaïdjan 1991-2011  
Les confins prospères de l'Europe**



L'Azerbaïdjan, pièce maîtresse sur l'échiquier énergétique européen, s'ouvre aux entreprises étrangères pour diversifier son économie  
Réalisé par Veritas Communications

**DOSSIERS**

**ART DE VIVRE**

**Horlogerie haut de gamme  
Passage obligé**  
Service après-vente p.25

**Voitures de collection**

**La flamme  
des belles mécaniques**  
150 000 propriétaires de véhicules anciens p.29

**Lettre ouverte**

**Je vous écris de... Singapour**  
PAR LAURE DE CHARETTE p.34

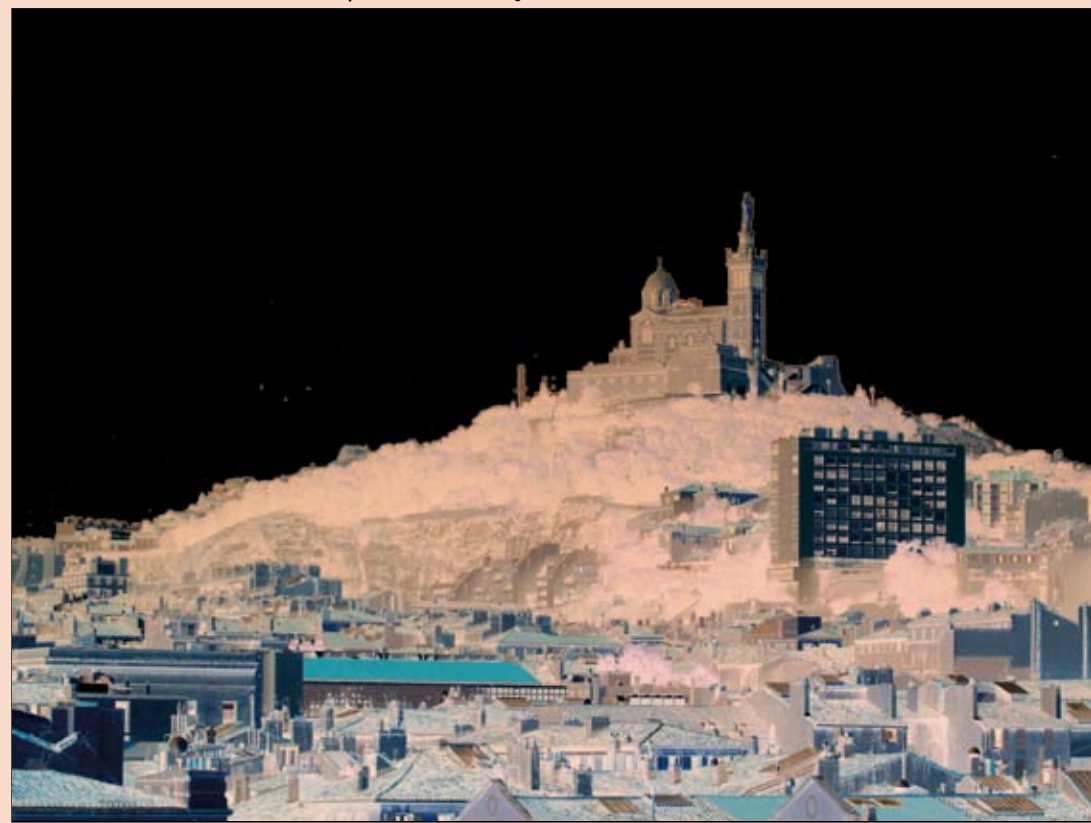
**Chiffres révélateurs**

**Cyclone budgétaire aux Etats-Unis**

La crise malmène gravement les finances des Etats fédérés américains. 44 d'entre eux affichent des dépenses supérieures aux recettes attendues, à hauteur de 18 % du budget avant mesures correctrices. La palme revient au Nevada (44 %) ; puis au New Jersey (37 %) et au Texas (31 %).

## Plus belle la ville

Marseille, caricature d'une impasse à la française



"Une métropole où la classe politique a poussé à l'extrême le réflexe de caste."

Par Jacques Secondi

**Ce que Marseille aurait pu être ?** Une ville moderne et attrayante comme Barcelone, grâce au potentiel architectural de ses immenses friches industrielles, une métropole fluide comme Lyon construisant un nœud de communication autour de son aéroport et du TGV, mais aussi une ville résolue à faire travailler de concert ses grands acteurs, comme Lille, Bordeaux ou Toulouse. La ville a le soleil, le premier port de Méditerranée, en situation de monopole sur la façade maritime française, et sa situation de centre de la troisième région française en terme de PIB pour y parvenir. Ce que Marseille est vraiment : une métropole mal reliée à son environnement économique, minée par les problèmes de grande pauvreté, non reconnue dans ses difficultés chroniques par le pouvoir central, mais qui, surtout, souffre de ses divisions et où la classe politique a poussé à l'extrême le réflexe de caste et la préférence pour le temps court des échéances électorales. Une expérience locale pour un avertissement national.

► Lire p.2

*Entre les lignes*

### Hypothèques

La France va mieux. L'Europe, toujours plus mal. Lagarde au FMI ou pas, le climat jouera sur la présidentielle

Par Henry Lauret

"Il ne manquerait plus qu'il réussisse son coup au FMI"! Le désarroi de ce grand cador socialiste est palpable. Pour celui-là et quelques autres, le sort de la présidentielle s'est peut-être joué dans une suite de Manhattan. Désormais, la reconquête de Nicolas Sarkozy se présente "nécessairement" sous d'autres auspices. Après le séisme DSK, le président de la République, lui, en est intimement convaincu. Il s'est imposé une discrétion

contre nature. Ni écarts ni triomphalisme. L'entourage se réjouit : "l'adversaire socialiste sera a priori moins rassembleur et l'argument de la morale a volé en éclats". Mais s'inquiète aussitôt: la conjonction planétaire bouleversée, les premières enquêtes semblent indiquer qu'en lieu et place de DSK, Hollande conserverait un net avantage de second tour contre Sarkozy. En d'autres termes, si désir il y a, c'est bel et bien

d'alternance, commente sur le pouce un spécialiste des sondages. Au château, les spécialistes de l'opinion relativisent. L'espoir demeure que de très impopulaire candidat à sa succession, le chef de l'Etat se voie réhabilité par les événements. Optimisme raisonné qu'une partie des élus ne partage pas forcément: la guéguerre des radars tombe au bien mauvais moment. Maladroit, précipité, non concerté ni réfléchi...

Lire p.7

**A voix haute**  
RENAUD MUSELIER, vice-président de la communauté urbaine de Marseille

**"A un certain moment,  
l'intérêt particulier de l'élu  
doit s'effacer devant l'intérêt général"**

Critique et autocritique de la classe politique marseillaise, par un possible futur maire de la ville

Par Jacques Secondi

"Quand je me considère, je me déssole, et quand je me compare je me console", affirme le dicton. C'est exactement le contraire qui arrive à Marseille, capable de se satisfaire de sa douceur de vivre méridionale mais qui fait la moue dès qu'une rivale, Barcelone ou Lyon, lui tend le miroir de ce que la ville aurait pu être et qu'elle n'est pas devenue.

La classe politique locale fait face à une lourde responsabilité vis-à-vis de la série de rendez-vous ratés avec l'Histoire qui ont produit ce résultat : une ville du futur, et qui le reste.

Renaud Muselier, premier secrétaire de la ville pendant 12 ans aux côtés de Jean-Claude Gaudin, oscille entre bilan des grandes réalisations dont il peut tout de même s'enorgueillir et mea culpa de principe vis-à-vis des lacunes qui existaient à son arrivée et qui subsistent encore aujourd'hui. En cause, l'héritage, pourtant lointain maintenant, de la gestion Defferre et ce travers de la politique poussé à l'extrême à Marseille consistant à donner la priorité absolue à l'échéance électorale qui redonne du lustre à l'idée du mandat unique en politique...

Lire p.12

**Méthode Coué ou fruit de l'expérience**

### Zen

Nicolas Sarkozy ne doute pas de reprendre le terrain perdu

Par Michèle Cotta

Lundi 23 mai, au G8 de Deauville, Dominique Strauss-Kahn ne sera pas au rendez-vous. Dommage : on aurait vu les deux futurs concurrents de 2012 se sourire sans se contredire, s'opposer assez pour s'affirmer différents sans choquer, éviter de paraître...

► Lire p.6

**G8**

### Le dernier des Mohicans

Les "colonisateurs de 1945" ne sont plus en mesure d'imposer leurs vues aux Emergents

Par Jean-Michel Lamy

"Pourquoi pas nous ?" Ce cri du cœur a été entendu à l'Elysée le 18 mai dernier. Le sens du propos était de justifier, dans un monde de plus en plus global, le maintien de cette "vieille" ...

► Lire p.8

**Mesures gouvernementales**

### Au coup par coup

L'Elysée devra choisir entre le sens du global et le cafouillage fébrile

Par Jean-Michel Lamy

Il y a des petites phrases qui ont un grand retentissement et même de grands effets. Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, vient de l'apprendre à ses dépens. A l'origine, en concertation avec l'équipe Copé à l'UMP et l'aval discret de l'Elysée...

► Lire p.10

Allemagne: 5,4 € - Antilles/Guyane: 6 € - Cameroun/Congo/Côte d'Ivoire/Sénégal: 4,200 CFA - Djibouti: 6 € - Italie: 4,8 € - Japon: 10,800 JPY - Liban: 10 000 LBP - Madagascar: 5,2 € - Maroc: 40 MAD - Ile Maurice: 6,4 € - Réunion: 6 € - Tunisie: 5,3 € - Vietnam: 6,6 \$

M 02191 - 1568 - F: 5,00 €





Philippe San Marco, ancien collaborateur de Gaston Deferre : "Toutes les décisions politiques actuelles sont guidées par un seul principe : provoquer le moins de remous possible."

C'est le type de blague qui circule dans les pays généreusement dotés en richesses culturelles ou naturelles et qui, pourtant, ne parviennent pas à vaincre leurs difficultés : "Lors de la création de l'univers, Dieu a donné à notre pays les plus beaux trésors de la nature", entend-on par exemple en Argentine, "et, pour compenser, il y a mis aussi les Argentins." A Marseille, a-t-il fallu les Marseillais pour rétablir l'équilibre ? De loin, la cité phocéenne scintille, tel un diamant posé sur l'écran de sa rade grandiose à la luminosité exceptionnelle. En se rapprochant, la ville offre un autre visage : son urbanisme chaotique, ses rues du centre jonchées de débris entre lesquels il n'est pas rare, au crépuscule, de croiser d'énormes rats, ses morceaux de bidonville nichés aux quatre coins de l'agglomération, sous un pont d'autoroute ou derrière une station-service. Il y a aussi ce port immense qui court sur des kilomètres jusqu'à l'Estaque vers le nord. Aussi beau qu'un tableau de Fernand Léger mais immobile comme une nature morte. Que font les élus ? Devant un tel spectacle, la question devient inévitable. Et le doute s'insinue : ce que Dieu a donné à Marseille pour compenser ses atouts, ne serait-ce pas, beaucoup plus que les Marseillais, les responsables politiques censés les représenter ?

## Définitivement soudée au peloton des métropoles de second rang

Au cœur d'un territoire qui occupe le troisième rang en terme de PIB parmi les régions françaises

*La comparaison, inévitable, avec les grandes métropoles voisines telles Barcelone, et même Gênes, est sans appel*

(138 milliards d'euros en 2009 contre 181 milliards pour Rhône-Alpes, à la deuxième place), face à la mer, sous le soleil, épaulée par le plus grand port de Méditerranée, Marseille ne parvient pas à tenir son rang. La comparaison, inévitable, avec les grandes métropoles voisines est sans appel : Barcelone, à droite en regardant la mer, et même Gênes, de l'autre côté, alignent des ports dynamiques et des

réalisations urbanistiques qui leur ont permis de changer de siècle en même temps que d'apparence. Sur les écrans radars des investisseurs internationaux, le signal émis par Marseille, deuxième ou troisième ville française selon le périmètre retenu, n'a que la force des métropoles secondaires. L'étude d'attractivité publiée annuellement par Ernst & Young confirme le statut de challenger de la région parisienne acquis par Lyon et Rhône-Alpes auprès des grands investis-

*"Quand les autres villes lèvent 100 euros d'impôts Marseille n'en recueille que 40 ou 45 auprès d'une population dont la moitié n'est pas imposable"*

seurs. "Nos interlocuteurs se montrent sensibles aux dynamiques régionales dans lesquelles s'inscrivent les métropoles, à la globalité des services qu'elles peuvent offrir et la capacité de leurs responsables tant politiques qu'économiques à travailler de concert", résume l'un de ses auteurs. En dehors de Paris, la "ville entreprenante de demain" est Lyon pour plus d'un investisseur interrogé sur deux. Marseille, en progression d'une année sur l'autre, sans doute grâce à l'effet de notoriété apporté par Marseille 2013, capitale européenne de la culture, semble définitivement soudée au peloton des métropoles françaises de second rang. Comme Bordeaux, Toulouse, Lille, ou Nantes, trois ou quatre fois moins peuplées, Marseille ne retient l'attention que de 16 % des investisseurs. "Vu de Barcelone, Marseille est sortie des écrans", résume Philippe San Marco, vice-président de la communauté urbaine, qui fut secrétaire général de Gaston Deferre. "Idem

avec Lyon : il était possible de comparer il y a trente ans, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Avec l'articulation entre le TGV et l'aéroport Lyon-St Exupéry, il n'y a plus de commune mesure."

## Impérialité et querelles de pouvoir incessantes

Comment comprendre le décrochage ? Il y a la grande pauvreté,

toujours mise en avant pour l'expliquer, avec cette terrible réalité qui fait qu'un tiers de la population marseillaise vit en dessous du seuil de pauvreté. "Quand les autres villes lèvent 100 euros d'impôts auprès de leur administrés, Marseille n'en recueille que 40 ou 45 auprès d'une population dont la moitié n'est pas imposable", confirme un élu local. Cela n'explique pas tout : corrélée

*"Il n'existe toujours pas de structure de coopération avec les grands voisins, Aix ou Aubagne"*

au déclin puis à la longue stagnation qui a suivi l'âge d'or des colonies et la désindustrialisation, il y a l'impérialité et les querelles de pouvoir incessantes, à l'intérieur et à l'extérieur. Il n'existe toujours pas de structure de coopération avec les frères ennemis, Aix ou Aubagne qui pourtant forment un même espace économique. Le projet de "Grand Marseille" aujourd'hui défendu par la Mairie s'entend répondre "Grand Aix" par le voisin jaloux de son indépendance et de sa richesse. L'ensemble fonctionne pourtant comme une agglomération à plusieurs pôles : des milliers de salariés se déplacent chaque matin d'un centre économique à l'autre. Les étudiants font des allers retours entre Aix et Marseille, les malades de toute la région convergent vers les grands hôpitaux du centre, mais il n'existe aucune entité politique ou administrative pour coordonner ce tourbillon d'activité, même pas d'autorité de coordination des transports. A chaque

rupture de charge, l'achat d'un nouveau ticket est nécessaire. La voiture reste reine et l'embouteillage est garanti tandis que la voie ferrée Aix-Marseille ne comporte toujours qu'une voie, sur la majeure partie du parcours.

A l'intérieur de la commune, la situation institutionnelle actuelle donne le ton : censée être conduite par la majorité UMP en place à la Mairie, la ville est en fait bloquée par une sorte de cohabitation, "gouvernance partagée" disent les élus, avec la communauté urbaine, provoquée par des trahisons d'un bord à l'autre lors des dernières élections. Apparaît alors l'évidence à méditer : manœuvres politiques et faux-semblants font de Marseille le laboratoire de la tentation des hommes politiques à privilégier l'accaparement du pouvoir et le temps électoral, avant la vision longue et l'intérêt collectif.

## Faux-semblants trompeurs

Les apparences sont trompeuses. Ces dix dernières années, la ville a cherché à se parer des nouveaux attributs des paysages urbains français : le tramway moderne a fait son apparition en 2007, après 50 ans de déclin de l'ancien réseau, et l'on voit les vélos publics circuler à travers la ville. Cherchez l'erreur : sur plusieurs longues portions, entre la Joliette et Cinq avenues notamment, le tram suit à peu près le trajet du métro, tandis que d'immenses parties de la ville restent privées d'une desserte digne de ce nom au nord comme au sud. Quant au vélo, il est comme lâché en pleine jungle automobile à la recherche de pistes cyclables qui

n'existent pas. L'étranger découvrant la ville à bicyclette se laisse attirer par le "chemin du littoral" indiqué sur les cartes, qui rejoint l'Estaque, pour se retrouver sur une voie rapide qui bientôt se transforme en autoroute. L'hyper-centre, ailleurs vitrine des grandes villes françaises, reste anarchique et morcelé malgré les tentatives de réhabilitation, réussies ailleurs, sur une

partie de la façade maritime, conduites dans le cadre de l'opération EuroMéditerranée, cofinancée par l'Etat. "Parmi les réalisations récentes du canard sans tête qu'est devenue la gouvernance de la ville, il faut mettre à l'honneur la "semi" piétonisation du Vieux-Port", fulmine Philippe San Marco, vice-président de la communauté urbaine. L'élu est devenu un opposant de l'intérieur. Socialiste élu sur une liste du Maire UMP Jean-Claude Gaudin pour faire barrage dans son propre parti au style absolutiste de Jean-Noël Guérini, il tire aujourd'hui à boulets rouges dans toutes les directions. "Toutes les décisions politiques actuelles sont guidées par un seul principe : provoquer le moins de

*"A Gênes, les problèmes de centre-ville sont réglés depuis plus de 10 ans, dans une configuration géographique et urbanistique pire que la nôtre"*

remous possible", affirme-t-il. Le projet du Vieux-Port, à peine divulgué, prévoirait selon lui des voies réservées aux transports en commun qui seraient rouvertes à la circulation automobile aux heures de pointe. "Ce serait une première mondiale, persifle l'élu. A Gênes, les problèmes de centre-ville sont réglés depuis plus de 10 ans, dans une configuration géographique et urbanistique pire que la nôtre."

## Une économie de rente

Le reste est à l'avenant : de la tour du siège social de l'armateur CMA-CGM, seule réalisation d'un projet grandiose qui comprenait à l'origine toute une série de buildings, à la passerelle toute neuve qui fait écran à la vue sur la mer, construite sans préavis par le port autonome au moment où l'on détruisait à grand frais une bretelle d'autoroute aérienne pour dégager ce

même paysage. Et le port, justement, qui ne cesse de perdre des parts de marché faute de parvenir à se réorganiser, tout en restant le premier port français ? "L'économie portuaire, surtout à Marseille, est une économie de rente et chacun en profite", rappelle André Donzel, sociologue à l'université de Provence, pour expliquer l'inertie ambiante. Il n'y a pas d'équivalent sur la façade maritime méditerranéenne française en ce qui concerne les marchandises, il est donc en quasi-monopole. Cela crée des situations établies tant au niveau des entreprises que des syndicats." Philippe San Marco risque une métaphore : "Le port autonome de Marseille, c'est la 2cv sur l'autoroute qui se fait doubler par des 30 tonnes lancés à pleine vitesse",

pour conclure, sévère : "Ce n'est pas récupérable, si l'on considère que l'on n'arrive pas à régler les problèmes de trottoir en centre-ville de Marseille. Si j'étais investisseur, je ne placerais pas un euro là-dessus et si j'étais armateur, aucun de mes bateaux ne passerait par Marseille dont on est jamais certain de ressortir."

"Les gens souffrent des tous ces manquements, et la ville le cache derrière une gaieté feinte", considère José d'Arrigo, une figure locale du journalisme d'investigation mis à l'index par la classe politique locale. Pendant ce temps, la vie continue, agréable pour une partie de la population qui échappe à la pauvreté et à la loi des caïds des quartiers Nord que dénonce Michel Pezet, "l'avocat", ancien candidat socialiste malheureux à la Mairie contre le dissident Robert Vigouroux, élu conseiller général des quartiers difficiles des IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> arrondissements.

## Le faux alibi culturel

Marseille tend à la classe politique un miroir cruel des limites de l'action politique et de ses démons. Pour conjurer le reflet projeté par la plus lointaine des villes françaises avec son visage de porte de l'Orient, beaucoup se contenteraient bien d'une explication "ethnique".

"On ne nous aime pas, regrette Renaud Muselier, député UMP des Bouches-du-Rhône, on nous reproche notre indépendance, notre fierté d'être marseillais." Les "santons" provençaux anisés qui "généralisent les cocinelles à coups de boules de pétanque" de Pierre Desproges, dont l'humoriste dénonçait la "bonhomie sucrée" (en même temps que les "désespérances crépusculaires" de leurs homologues paimpolaises !) ne sont plus aussi nombreux sur le Vieux-Port qu'au temps de Marius et Jeannette. Certains instituts de tendance excluent Marseille, trop à part considèrent-ils, de leur échantillons représentatifs. "Pourtant, sociologiquement et économiquement la ville a beaucoup évolué, explique André Donzel, elle continue à attirer beaucoup de gens de l'extérieur tandis que les Marseillais ont tendance à aller habiter la périphérie." Le particularisme culturel concerne peut-être en fait davan-

*"Les gens souffrent des tous ces manquements, et la ville le cache derrière une gaieté feinte"*

tage la classe politique elle-même. "Visiblement, le système politique ne parvient pas à évoluer au même rythme que la population", poursuit le sociologue. Michel Pezet en convient : "Plus de la moitié de la population de Marseille vient d'ailleurs, mais le personnel politique, lui, reste à 99 % issu du terroir, sans manifester aucune propension à intégrer du sang neuf." L'ancien homme politique qui affirme ne se consacrer désormais qu'au barreau s'en désole : "Il y a un besoin non satisfait de confronter l'acquis, la tradition et les idées nouvelles. Combien de villages en train de mourir ont été sauvés par des maires qui au départ étaient des vacanciers tombés sous le charme d'un site", dit-il en rêvant au renouveau du village Marseille. Le





“On est au sein d'un système gaudino-guérinien ou guérino-gaudinien, au choix, où le responsable des trottoirs du centre-ville est un élu de Cassis.”

village France, son Parlement, ses partis politiques, son gouvernement et ses conseils d'administra-

lorsque d'autres négociés plus lucratifs sont apparus ailleurs. Pendant ce temps, à Bordeaux ou à

*“Plus de la moitié de la population de Marseille vient d'ailleurs, mais le personnel politique, lui, reste à 99 % issu du terroir”*

tion dépourvus de femmes et qui manquent de diversité d'origine sociale et culturelle, pourrait lui aussi en tirer des leçons.

## “L'héritage” historique de Defferre

Les responsables en charge de mandant, eux, les circonstances atténuantes. Il y a la pauvreté, tout d'abord, et l'histoire d'une ville de commerçants qui ont fui les lieux

Lyon, les chefs d'industrie et les grands exploitants agricoles ou viticoles investissaient à long terme dans leurs terroirs, pour leurs héritiers. Mais le handicap le plus souvent cité par l'élite locale, c'est “l'héritage”. Le clientélisme, l'autoroute défigurant le centre-ville tout en y crachant un flot de voitures démesurées par rapport aux capacités des étroits alignements haussmanniens entourant la Canebière ? C'est la faute à Gaston De-

ferre. Les facultés éclatées en sites éloignés les uns des autres et très mal desservis par les transports en commun ? Encore Gaston, qui “au début des années 70 cherchait à éloigner les étudiants gauchistes du centre-ville”, raconte un grand patron de médecine. L'absence de communauté d'agglomérations conforme à la réalité économique ? Toujours Gaston qui se voyait encerclé par les municipalités communistes et craignait de perdre de son pouvoir à leur profit. “On fait porter le chapeau à un homme décédé il y a vingt-cinq ans, s'emporte Philippe San Marco. Tout ce temps écoulé n'était donc pas suffisant pour infléchir le destin de cette ville ?”

## Une communauté urbaine construite en dépit du bon sens

L'ancien collaborateur de Gaston Defferre repousse toutes ces mauvaises excuses d'un coup de poing asséné sur la table du Café de la marine, que les touristes prennent à tort pour le lieu du tournage de la fameuse partie de cartes de *Marius de Marcel Pagnol*. Philippe San Marco veut justement faire tomber le décor. Selon lui, les flottements observés dans tous les domaines de gestion de la ville partent d'un défaut majeur dans l'organisation des pouvoirs locaux. A l'écouter, les élus sont prisonniers consentants d'un système qui permet de protéger les situations acquises sans faire trop de remous, mais certainement pas de gouverner efficacement la ville. Encore une pratique qui n'est pas l'apanage des Marseillais, mais qui ici semble avoir été poussée à l'extrême. “C'est devenu la ville du statu quo, où l'on gère les affaires courantes dans l'intérêt bien compris de tous ceux qui s'y partagent le pouvoir”, affirme Philippe San Marco. La clé du système se situe à la communauté urbaine, construite en dépit du bon sens : Marseille y a abandonné différentes compétences, dont le schéma des transports et l'urbanisme, ce que prévoit obligatoirement la loi, en accordant aux communes partenaires la moitié des voix dans la structure alors que celles-ci ne représentent que 200 000 personnes face aux 800 000 habitants de Marseille. “Un déni de démocratie.” Pour Philippe San Marco, ce n'est pas l'intérêt collectif qui a guidé cette décision prise en 2000 mais la perspective de se partager avec les petites communes qui entourent Marseille le pactole apporté par l'Etat. “En quoi Plan-de-Cuques, 15 000 habitants, a-t-il son mot à dire sur le tracé du tramway ou sur l'aménagement du Vieux-Port ?”, s'interroge-t-il. A la même époque, il n'y a pas eu la moindre discussion de rapprochement avec les voisins qui, comme Aubagne ou Aix, structurent réellement l'espace économique régional. “On peut parler d'une implosion de pouvoir local, tente de formaliser André Donzel, l'opération communauté urbaine s'est retournée contre la ville qui y a perdu sa centralité.” Il reste à la Mairie l'OM et les fêtes, plaisantent les mauvaises langues. “Mais pour faire une vraie politique, toute majorité municipale a désormais les jarrets coupés”, reprend Philippe San Marco. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui que quelques vestes UMP retournées au dernier moment ont permis de confier au socialiste Eugène Caselli, protégé de Jean-Noël Guérini, la majorité au sein de la communauté urbaine. “On est au sein d'un système gaudino-guérinien ou guérino-gaudinien, au

## Editorial Double peine

On a les politiques que l'on mérite. Mais Marseille méritait-elle un tel désastre, économique, social, politique, les chiffres parlant d'eux-mêmes ? Certes, l'Etat, comme la bourgeoisie marseillaise, ne sont pas exempts de responsabilité. L'un par ses erreurs d'analyse et de conduite des grands projets, et par sa méfiance viscérale à l'égard d'une ville pas comme les autres. L'autre par son désinvestissement économique et financier, si ce n'est sa désertion de la ville, une fois les 50 Glorieuses révolues.

Mais c'est avant tout l'incurie politique - sans vision, sans cohérence, sans crédibilité, et sans respect de l'intérêt général -, et la succession d'une “double peine” qui ont frappé la ville, qui doit être ici dénoncée. Double peine en effet que 30 ans de clientélisme “defferriste” à la Borsalino, suivie de 15 ans de clientélisme “gaudiniste” à la Pagnol et “guériniste” à la corse.

Insécurité, insalubrité, chômage, communautarisme exacerbé, économie exsangue, le tout caché derrière le paravent de la culture et de l'image ensoleillée véhiculée par

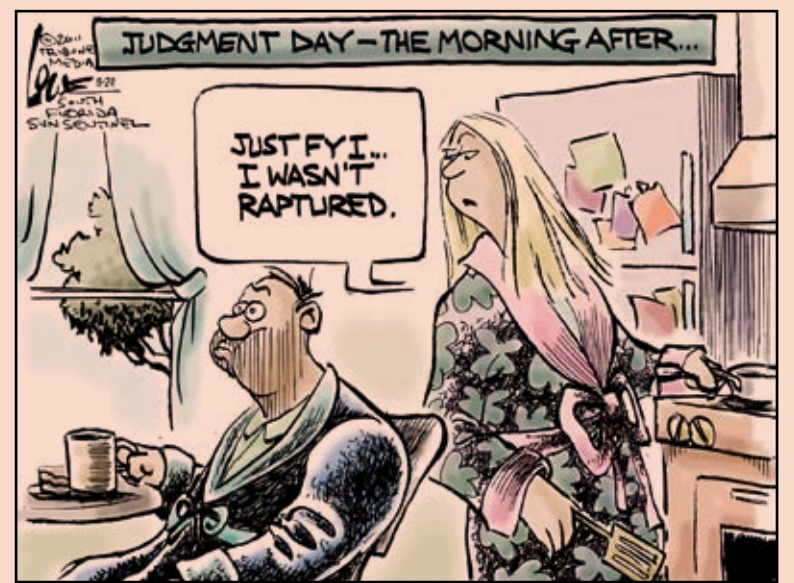


les médias. A quand le sursaut ?

A quand un politique capable de transcendance ? Apte à renverser la situation et à prendre à bras-le-corps une ville qui mérite bien plus et bien mieux ?

A l'instar d'Alain Juppé à Bordeaux, Gérard Collomb à Lyon, ou Martine Aubry à Lille.

Henri J. Nijdam



## Le nouvel Economiste

Entreprises, Affaires publiques, Economie sociale  
“Le journal des Pouvoirs d'aujourd'hui”

Politique, économique, social, administratif, judiciaire, intellectuel, spirituel, médiatique.

5, passage Piver - 75011 Paris  
Henri J. Nijdam, Président directeur de la publication  
henri.nijdam@nouveconomiste.fr  
Gaël Tchakaloff, Directrice déléguée  
gael.tchakaloff@nouveconomiste.fr  
E-mail: prenom.nom@nouveconomiste.fr  
Abonnements: abonnements@nouveconomiste.fr  
1 an 149€ ht (152,13€ ttc)

### Editorialistes

Philippe Barret, Alain Bauer, Michèle Cotta, Philippe Delmas, Pierre Kosciusko-Morizet, Henry Laurent, Pascal Lorot, Paul Henri Moynet, Sylvie Pierre-Brossolette, Xavier Raufert, Gaël Tchakaloff

Rédaction - Tél. 01 58 30 83 63 - Fax 01 58 30 64 65

Directeur de la rédaction: Henri J. Nijdam. Rédacteurs en chef: Patrick Arnoux (83 61), Philippe Plassart (83 62). Rédacteurs en chef adjoint: Caroline Castets (85 54), Jean-Michel Lamy (87 89), Julien Tarby (85 94). Grands reporters: Franck Bouaziz (88 05), Edouard Laugier (85 53), Jacques Secondi (85 56). Journalistes: Valérie Auribault, Anne-Sophie David (85 56), Sébastien Dumoulin, Emmanuel Lemieux (conseiller éditorial), Alain Roux (88 98), Ariane Warlin (89 00).

Edition - Papier & numérique - Fax 01 75 444 118

Edition papier - Responsable: Alexis Duport (63 77). Rédacteur graphique: Alexis Duport, Florian Petit. Maquettiste: Jonathan Laguerre. Correction - révision: Sophie Lamotte d'Argy.

Edition suppléments: Aurélie Percheron. Edition Numérique - Responsable: Florian Petit (83 64) Marketing & diffusion - Tél. 01 75 444 100 - Fax 01 75 444 119. Bases de données: responsable Antoine Wiczorek (116), Nathalie Bourgitteau-Guiard. Abonnements, vente au numéro: responsable Djeneba Diaby (114), Anne-Marie Coezy (100)

Marketing & publicité - Journal papier - Journal numérique - site nouveconomiste.fr. Tél. 01 75 444 105 - Fax. 01 75 444 119. Directeur du développement: Jean-Baptiste Leprince (105). Responsable coordination & partenariats: Patricia de La Teyssonnière (113). Responsables commercial supports: Damien Delachaux (115), Jonathan Grain (111). Equipe commerciale: Delphine Baudy (109), Florent Bozon (107), Alexis Goger (102), Aurélie Kaiser (112) David Marquis (108). Etudes & media-planning: Jeanne Arnaud (105).

Régies pays: NBcom (info@nbcom.eu); Veritas Communications (info@gsveritas.com)

Annonces légales - Vie juridique, avis judiciaires, appel d'offres - Tél. 01 75 444 104

Responsable: Antoine Wiczorek (116) - Le Nouvel Economiste est habilité à publier les annonces judiciaires et légales pour les départements de Paris (arrêté préfectoral N°2010-357-1 du 23/12/2010) et des Hauts-de-Seine (arrêté préfectoral CAB/BCI 2010-1040 du 22/12/10)

Gestion & administration - Tél. 01 75 444 104 - Fax 01 75 444 118  
Responsable: Saleha Medj (103), Candice Gallettout (104)

Le nouvel Economiste est édité par Publications du Nouvel Economiste, S.A. au capital de 1844633 euros. Print France Offset (Administratif) 3, rue de l'Atlas - 75019 Paris - Rotatives: 79, Route de Roissy 93290 Tremblay-en-France Dépôt légal: janvier 1993. Numéro de commission paritaire: 0915 C 85258. ISSN: 0395-6458. Principal actionnaire: Financière Nouvel Economiste S.A. [Média capital (HJ) Nijdam], Compagnie Européenne des Médias (J. Abergel), Triple A (P. Pelletier), Nortier].



### CHIFFRES REVELATEURS

	Marseille	Lyon
<b>Population</b>		
Total	852 000 h	472 000 h
Variation sur 25 ans	-2,5%	+14,3%
Variation annuelle moyenne 1999 - 2007	+0,8%	+0,7%
<b>Part des 20 - 64 ans</b>	57,1%	65%
<b>Actifs ayant un emploi</b>	53,8%	63,2%
<b>Chômeurs</b>	11,6%	7,8%
Retraités	6,8%	4,8%
Etudiants	13,8%	17,4%
Autres inactifs	14%	6,9%
<b>Revenus</b>		
Revenu net déclaré moyen (2008)	20 506 €	25 560 €
Part des foyers fiscaux non imposables	51,5 %	20,1 %
Part des pensions retraites et rentes dans les revenus déclarés (2008)	25,7%	20,1 %
<b>Emploi</b>		
Taux de chômage 2010	17,7 %	10,9 %
Taux de chômage 1999	23,3 %	12,6 %
Emploi du secteur public, enseignement, santé, action sociale	38,3 %	14,3 %
Emploi du secteur services, commerce, transport	49,8 %	56,1 %
<b>Entreprises</b>		
Nombre d'entreprises (1/01/2010)	54 917	36 864
Taux de création d'entreprises	18,9 %	19,5 %
<b>PIB régional</b>	<b>PACA</b>	<b>Rhône-Alpes</b>
Total (en Mds €, 2009)	138	182
Par habitant (2009)	28 000€	29 000€

Source: Insee, données 2007



choix, où le responsable des trottoirs du centre-ville est un élu de Cassis." Le "syndrome du potelet" est l'une des illustrations les plus pittoresques des blocages inhérents à ce drôle de dispositif : installer l'un de

connaît les enjeux financiers. Et là, les élus avaient prévu une clause particulière, non prévue par la loi, stipulant que chaque commune reste individuellement maître de son urbanisme. La clause a été dé-

changé : une petite classe politique marseillaise se partage les postes clés et le système qu'elle a mis en place l'aide à se perpétuer. Les notions de gauche et de droite, à condition de n'être ni communiste ni de la génération plus récente des écologistes, n'y ont pas cours. C'est plutôt, affirme José d'Arrigo, la franc-maçonnerie qui donne du liant à l'ensemble : "On assiste à des dîners

nuera d'honorer Notre-Dame-de-la-Garde et de craindre l'OM. (...) Ce système semble finalement convenir assez bien pour défendre les intérêts des petites bourgeoisies et classes moyennes dominant la ville depuis l'après-guerre", écrivent-ils en guise de conclusion de leur ouvrage devenu une référence. Il n'y a finalement que les lettres anonymes et les "affaires", comme celle qui éclabousse

dans les services publics et la CGT autour du port, va de pair avec l'affaiblissement du pouvoir politique", considère Michel Pezet. "Il est tout de même anormal de voir les trois premiers dirigeants de FO assister d'aussi près aux négociations entre la municipalité et le groupe Bouygues pour la rénovation du stade Vélodrome, manière de vérifier que le principe de la régie n'allait pas évoluer en leur défaveur", rapporte Annick Boët, conseillère municipale socialiste. C'est le type d'opérations de grande envergure qui passent presque inaperçues sauf aux yeux de ceux qui en saisissent les enjeux. "Ils sont élevés, rappelle André Donzel : la ville va y consacrer plus d'argent qu'à Marseille 2013." "A Marseille on est face à un blocage complet des rapports de force entre groupes d'intérêts repliés sur leur quant à soi, en conclut Michel Pezet, chacun se débrouille en pensant plutôt à soi qu'à l'intérêt commun." Un exemple peut-être à méditer au niveau national pour que ne se détériore davantage encore la notion de collectif déjà en grande difficulté.

*"Les syndicalistes que l'on accuse très souvent de diriger la ville occupent tout simplement dans ce système la place que leur ont laissée les politiques"*

*Une petite classe politique se partage les postes clés (...)  
Les notions de gauche et de droite n'y ont pas cours (...)  
C'est plutôt, affirme José d'Arrigo, la franc-maçonnerie qui donne du liant à l'ensemble*

ces poteaux censés empêcher les voitures de se garer sur les zones réservées aux piétons est encore de la compétence de la Mairie, mais la chaussée dépend de la communauté urbaine et, s'il tombe c'est à elle qu'il faudra faire appel pour le relever. Insouciant face à ce type de petits détails qui empoisonnent la vie des Marseillais, les concepteurs du système de gouvernance locale actuel ont pris beaucoup plus de précautions pour les gros enjeux. Le principe de la communauté urbaine suppose d'abandonner certaines compétences à la superstructure, dont l'urbanisme, le plan d'occupation des sols en particulier dont on

noncée et supprimée par le tribunal administratif, "ce qui ne l'empêche pas de continuer à être appliquée en pratique", affirme Annick Boët, conseiller municipal PS (voir avis croisés pages suivantes).

## Un système politique verrouillé

Personne ne semble très pressé de faire évoluer ce système. Là encore, la ville renvoie une image très crue de la capacité de la classe politique à se comporter en corporation verrouillant le paysage de ses avantages acquis. Depuis Gaston Deferre, finalement rien n'a

qui réunissent des attelages inattendus où droite et gauche n'existent plus." C'est que derrière il y a très certainement les clés de la répartition des pouvoirs soigneusement décrite par Michel Péraldi et Michel Samson dans *Gouverner Marseille* : "Quels que soient les discours vantant les mérites du cosmopolitisme et du creuset marseillais, le maire de la ville, outre qu'il ne sera pas communiste, n'aura ni un nom arabe ni un nom arménien. Il conti-

actuellement le conseil général de Jean-Noël Guérini, pour faire bouger les positions.

## Des groupes d'intérêts repliés sur leur quant à soi

Dans cet ensemble, les syndicalistes que l'on accuse très souvent de diriger la ville occupent tout simplement la place que leur ont laissée les politiques. "La montée en puissance du pouvoir syndical, FO

jacques.secondi@nouveleconomiste.fr

**Séminaires de direction  
Automne-hiver**  
*"Travail & détente à 2h de Paris, porte à porte"*



**L'île de Porquerolles,**  
entre mer et campagne, la nature préservée  
à 1h10 de vol de Paris.  
(Aéroport Toulon-Hyères)

**L'Auberge des Glycines,**  
un hôtel de charme ouvert à l'année,  
pour des réunions de travail en toute quiétude.



Tél. + 33 (0)4 94 58 30 36 Fax: + 33 (0)4 94 58 35 22  
Acheminement de l'aéroport, organisation des loisirs  
contact : auberge.glycines@orange.fr  
www.auberge-glycines.com

## Avis croisés

### Faut-il placer Marseille sous tutelle ?

**André Donzel,**  
sociologue

*"Difficile d'imposer une tutelle à Marseille qui d'ailleurs vit déjà partiellement sous ce régime"*

La ville a connu ce type d'expériences dans le passé, et toutes se sont mal terminées. La tutelle de 1938 consécutive à un incendie a été vécue comme un déshonneur dans une ville marquée paradoxa-

difficile d'imposer une tutelle à Marseille qui d'ailleurs vit déjà partiellement sous ce régime. Il y a le phénomène de la communauté urbaine, doublé d'un retour de l'Etat, à travers différents instruments

*"La tutelle de 1938 a été vécue comme un déshonneur dans une ville marquée paradoxalement par une tradition municipaliste très forte"*

lement par une tradition municipaliste très forte, incarnée par le socialiste Siméon Flaissières. Ce maire d'avant-guerre est considéré comme la figure qui a fait Marseille avec son "socialisme municipal" qui a permis l'équipement de la ville, des réseaux d'assainissement à l'extension du réseau de tramway aux banlieues, il a donné son indépendance à Marseille. Il serait donc

comme EuroMéditerranée et tous les quartiers sous politique de la ville gérée par le préfet qui n'est pas forcément en phase, qui a une vision très technique et étatique de la ville et a du mal à intégrer une ingénierie sociale qui prenne en compte les aspirations des habitants. Le port, nationalisé en 1965, est aussi géré par l'Etat mais selon un mode qui rappelle le temps des



**"Le préfet a du mal à intégrer une ingénierie sociale qui prenne en compte les aspirations des habitants."**

colonies, lorsque l'on envoyait de la métropole des fonctionnaires très compétents mais qui n'avaient pas vraiment le temps ni l'envie de s'acculturer.

**Renaud Muselier,**

vice-président de la communauté urbaine, député UMP des Bouches-du-Rhône

*"Je ne crois pas une seule seconde que le pouvoir national ait la capacité de nous imposer une vision d'en haut"*

Ce ne sont pas les Parisiens qui vont nous mettre sous tutelle. Je ne crois pas une seule seconde que le pouvoir national ait la capacité de nous imposer une vision d'en haut. Et puis quand on met sous tutelle, c'est qu'il y a une déficience, un vrai problème, une incapacité des

même lorsque j'étais président d'EuroMéditerranée avec un budget apporté à 50 % par l'Etat, le reste étant fourni par la ville, la communauté urbaine, le département et la région. Le tout faisait l'objet d'un pilotage commun dans le cadre d'une opération d'intérêt

*"La ville n'est pas riche mais elle avance"*

pouvoirs locaux à faire face à une situation grave. Ce n'est pas le cas aujourd'hui à Marseille. La ville n'est pas riche mais elle avance. Parallèlement à cela, EuroMed, vu comme une forme d'intervention du pouvoir central à Marseille, est certes un projet d'intérêt national mais qui a été confié aux Marseillais et au premier adjoint, moi-

national où l'on ne parlait pas d'aménagements de quartier mais d'une vision globale. La question posée était de savoir comment mettre en place une vision de développement pour ce territoire, cofinancée par l'Etat. Mais tout euro public investi devait générer 3 euros privés. Il ne s'agit pas d'une tutelle : on a fait confiance à des



**"Quand on met sous tutelle, c'est qu'il y a une incapacité des pouvoirs locaux à faire face à une situation grave. Ce n'est pas le cas aujourd'hui à Marseille."**

Marseillais au pouvoir pour qu'ils redressent la ville au service de l'Etat.

**nouveleconomiste.fr**  
**Quand je veux, où je veux, comme je veux...**

Lecture en format journal avec feuillettage dynamique



Lecture en format iPad



Lecture en format texte




**Le nouvel Economiste**  
Le journal des pouvoirs d'aujourd'hui



## .../... Avis croisés

**Michel Pezet,**  
avocat, conseiller général

*“Ce n’est pas le préfet qui règlera le problème”*

Je ne crois pas que le rôle des préfets soit d'imposer. Plus ils le feront et plus il y aura des blocages. Les gens sont très attachés aux grandes élections qui créent un rapport direct avec la population. L'autorité administrative a déjà du mal à tenir sa propre situation. L'Etat a aujourd'hui moins de moyens et le préfet ne pourra rien changer s'il

n'a pas des financements à l'appui de ses projets. Pourtant, c'est bien ce qui fait défaut. Dans une ville où

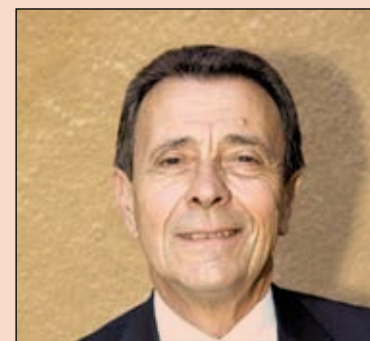
immenses, des hôpitaux à l'entretien des rues en passant par l'éducation, ce n'est pas avec les budgets

tendances. Il n'y a pas une bibliothèque dans les quartiers Nord, une zone qui regroupe 300 000 habitants. Le rôle de l'Etat diminue chaque jour, que celui-ci commence par remplir ses propres engagements. Ce n'est pas le préfet qui règlera le problème.

*“L'autorité administrative a déjà du mal à tenir sa propre situation”*

40 % de la population n'est pas imposable mais où les besoins restent

du conseil général et de la région que l'on peut infléchir les grandes



**“Besoin de financements : il n'y a pas une bibliothèque dans les quartiers Nord, une zone qui regroupe 300 000 habitants.”**

**Annick Boët,**  
conseillère municipale (PS)  
à la Mairie de Marseille

*“Une intervention extérieure ne suffit pas à faire céder les forces d'inertie”*



**“La communauté urbaine actuelle est une série de petits arrangements entre amis.”**

Marseille est une ville fière, elle doit se construire avec ses forces à elle, avec un appui extérieur bien sûr pour tenir compte de sa pauvreté relative, mais pas de tutelle : EuroMéditerranée ou le Port Autonome participent déjà suffisamment à des dynamiques économiques qui ne dépendent pas que de la ville et de la communauté urbaine. Et précisément, leur dynamique n'est pas plus spectaculaire que celle de Marseille. Des discussions sévères avec l'Etat s'imposent pour une aide extérieure visant à structurer des grands équipes.

*“L'un des problèmes principaux reste la pauvreté de cette ville et la mauvaise échelle des intercommunalités dans le département”*

ments, à commencer par un schéma des transports digne de ce nom. Les clivages politiques pourraient finir par se lisser si l'on se montrait plus incitatif qu'aujourd'hui. Comme l'illustrent les difficultés de Marseille 2013 : une intervention extérieure ne suffit pas à faire céder les forces d'inertie. L'un des problèmes principaux reste la pauvreté de cette ville et la mauvaise échelle des intercommunalités dans le département. La métropolisation, le fait de passer à l'échelon supérieur peut représenter une solution. La communauté urbaine actuelle qui réunit Marseille et les petites communes environnantes est une série de petits arrangements entre amis. Les uns et les autres avaient même prévu de conserver l'urbanisme dans les compétences de chaque commune, ce que ne prévoit pas la loi. La clause a été dénoncée et supprimée par le tribunal administratif, ce qui ne l'empêche pas de continuer à être appliquée en pratique.

## POURQUOI CHOISIR ENTRE RÉALISME ET AMBITION QUAND ON PEUT AVOIR LES DEUX ?

Le réalisme est une stratégie ambitieuse. Dans son Projet de Groupe, c'est celle que le Crédit Agricole a choisie.

• **Une rentabilité saine sur des bases saines.** Le Crédit Agricole, ce sont d'abord des banques engagées dans leurs territoires et l'intégration de tous les métiers au service des clients et de l'économie réelle. Un modèle de rentabilité saine et récurrente parce que fondé sur des activités utiles.

• **Une croissance organique forte.** Le Crédit Agricole ne mise pas sur la croissance externe. Nos perspectives de développement interne sont fortes, grâce à des synergies renforcées entre nos réseaux et nos métiers spécialisés en France, dans les pays européens où nous sommes présents et là où nous accompagnons nos clients dans le monde. De plus, les secteurs où le Crédit Agricole est déjà leader sont porteurs de croissance : logement, agro-alimentaire, santé, retraite, prévoyance, solutions dépendance, environnement...

• **Des objectifs financiers ambitieux.** Sur ces bases, Crédit Agricole S.A. vise à atteindre un produit net bancaire de 25 milliards d'euros d'ici à 2014 et un résultat net de 6 à 7 milliards d'euros. Ce résultat sera atteint tout en respectant les règles fixées par Bâle III sans augmentation de capital. Un projet ambitieux et réaliste, avec des engagements faits pour être tenus.

**Voir loin, c'est d'abord garder les pieds sur terre.**

Le plan Engagement 2014 est sur  
[www.credit-agricole.com](http://www.credit-agricole.com)

 **CRÉDIT AGRICOLE S.A.**